



12/05/2023

COMMUNIQUE DE PRESSE ÉLU·ES, ASSOCIATIONS ET SYNDICATS

Solidaires avec le maire de Saint-Brevin-les-Pins

Nous, élu·es de l'ANVITA, membres d'ONG, d'associations et de syndicats, tenons à apporter **notre soutien sans faille à M. Yannick Morez, maire de Saint-Brevin-les-Pins**, suite à l'annonce de sa démission, poussée par les menaces et violences de l'extrême droite qui l'ont [visé personnellement en mars dernier](#).

Une situation intolérable

La situation à Saint-Brevin est extrêmement grave : il est intolérable **qu'un·e élu·e de la République soit menacé·e de mort, son intégrité physique mise en danger, et qu'il soit ainsi contraint de renoncer à son mandat et de quitter sa ville**. Combien de temps le gouvernement va-t-il encore fermer les yeux sur les agissements des [groupuscules d'extrême-droite radicaux passant à l'action](#) ? Doit-on renoncer à une société ouverte et accueillante devant les mobilisations haineuses d'une minorité qui empoisonnent nos territoires ?

Nous, élu·es de l'ANVITA, membres d'ONG, d'associations et de syndicats, **refusons de nous laisser dicter par l'extrême droite** les orientations politiques que nous devons suivre. Nous œuvrons pour l'intérêt général au sein du pays, de nos territoires. Accueillir et porter des projets d'hospitalité est non seulement une chance pour nos collectivités : c'est un **devoir moral et une obligation légale**. Nous ne céderons jamais sur cet engagement.

La réaction de l'État

Nous nous questionnons également sur **le retard voire l'absence de réactions et de soutiens** de la part des représentant·es de l'État et du gouvernement. Yannick Morez le dénonçait lui-même dans [l'émission Envoyé Spécial](#) en avril dernier. Face à Élise Lucet, il disait ressentir : « *Un abandon, en quelque sorte* ».

En tant qu'élu·es de la République et membres d'ONG, d'associations et de syndicats, nous considérons **intolérable** que l'État et le gouvernement **abandonnent** des élu·es et porteur·ses de projet confronté·es à de telles violences ! L'État doit sortir de sa **posture ambivalente** qui impose des projets d'une main et refuse de les défendre de l'autre ; il a le devoir de réagir avec la plus grande rapidité et fermeté lorsqu'un·e élu·e est menacé·e. À Saint-Brevin-les-Pins, ce ne sont pas seulement l'accueil et la solidarité qui ont été attaqués : c'est la **démocratie et la République !**

Les collectivités et élu·es membres de l'ANVITA, les ONG, les associations et les syndicats signataires renouvellent **leur engagement de rester mobilisé·es et vigilant·es** à toute situation similaire. Nous apporterons **notre soutien systématique et indéfectible** à tout·e élu·e, toute collectivité, tout porteur·se de projet d'hospitalité visé·e. Nous affirmons qu'il est indispensable de ne plus rien céder à l'extrême droite.

M. le Maire, bravo et merci pour votre engagement. Votre combat en faveur de l'accueil, d'une société solidaire et ouverte est le nôtre.

40 signataires :

Amnesty International
Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA)
ARDHIS
Aurore
CCFD – Terre Solidaire
CGT
La Cimade
Collectif Les Morts de la Rue
Coopérative des élus CRC
CNDH Romeurope
Emmaüs France
Emmaüs Solidarité
Éole
Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS)
Fédération des Acteurs de la Solidarité - Pays de la Loire
Fédération Etorkinekin Diakité
FNASAT
France Terre d'Asile (FTDA)
FSU
GISTI
J'accueille
Jesuit Refugee Service (JRS)
Ligue des Droits de l'Homme
Ligue de l'Enseignement
LTF
Organisation pour une Citoyenneté Universelle (OCU)
Pantin solidaire
Pour une convention citoyenne sur la migration
Le RECHO
SINGA
Sistech
Solidarités Asie France (SAF)
Terre d'errance
Thot
Tous Migrants
Union des Étudiants Exilés UEE
Union syndicale Solidaires
Uniopss
UniR Universités & Réfugié.e.s
Utopia 56

Contact presse :

Léa ENON-BARON, co-directrice de l'ANVITA, lea.enon-baron@anvita.fr / 07 67 71 14 44

Charlotte ABELLO – service de presse Fédération des acteurs de la solidarité, charlotte.abello@federationsolidarite.org, 06 17 80 03 52

Robert MOREL - presse@conventioncitoyennesurlamigration.fr - 06 59 35 23 15

Sofia DAGNA - Responsable Plaidoyer & Mobilisation de l'UEE, sofia.dagna@ueefrance.org / 06 52 98 62 78